

nous avons assisté à l'accroissement du chômage, de l'inflation et à la détérioration de nos relations avec les États-Unis. Les relations du Canada avec les États-Unis sont arrivées à une impasse. La situation s'aggrave de jour en jour et, de Denver à Moscou, les déclarations du premier ministre lui-même et de ses ministres font état d'une hostilité ouverte à l'égard des Américains.

Ce n'est pas exactement une politique de bon voisinage. Elle ne nous aide certainement pas à vendre nos produits à leur valeur réelle, compte tenu de la concurrence qui règne sur le marché. C'est vraiment pénible considérant que, de bien des façons, les États-Unis sont notre meilleur client, qu'ils nous achètent 60 à 70 p. 100 de nos exportations et qu'ils possèdent environ 55 p. 100 de l'industrie canadienne. Il est parfait de dire que nous trouverons des débouchés ailleurs en admettant que cela prendra du temps. Comment allons-nous concurrencer des pays qui produisent des marchandises de valeur et de qualité comparables mais avec des frais de main-d'œuvre moins élevés? C'est le problème grave auquel sont aux prises les Canadiens dans l'obligation de vendre leur production sur les marchés d'exportation mondiaux.

Si le gouvernement refuse de réduire les impôts, il devrait au moins supprimer la taxe de vente sur les matériaux de construction. Il n'y a aucune raison pour cela maintenant qu'il subventionne le logement. Il a supprimé la taxe de vente sur les médicaments et les logements sont indiscutablement une nécessité admise de tous.

J'aimerais parler un instant du chômage en Ontario. Il s'est produit dans cette province, en juillet et août, la plus forte augmentation du chômage de toutes les provinces. Pour les jeunes âgés de 25 ans et moins, le taux de chômage désaisonnalisé pour juillet et août n'a jamais été aussi élevé. Au cours de ces deux mois, 28,000 femmes se sont trouvées sans emploi. Le laps de temps pendant lequel les gens restent sans travail va en augmentant. En août, 106,000 Canadiens recherchaient un emploi depuis six mois ou plus.

Toute l'histoire du gouvernement se résume à un chômage croissant et à une augmentation des prix. Quand 500,000 Canadiens sont sans emploi pendant un an, il en découle une perte approximative de plus de 3 milliards de dollars pour notre produit national brut. Quel pays pourrait supporter pareil désastre? Que devient le chômeur qui veut vraiment travailler? Le chômage le mine. Il m'est arrivé cette année, dans une grande ville du Canada, de prendre un taxi pour aller visiter un hôpital. Le chauffeur semblait être un brave homme et il m'a raconté son étonnante histoire. Quatre ans auparavant, il occupait un poste de \$35,000 par an et demeurait dans un quartier résidentiel huppé. Près de un an plus tard, il perdait son emploi à la suite d'une rétraction de l'activité de sa compagnie qui l'a mis à pied. Il ne comptait pas parmi les plus jeunes membres du personnel.

Il obtint par la suite un autre emploi aux appointements de \$25,000 par an. Je dois dire que c'était un ingénieur diplômé. Il garda cet emploi jusqu'à ce que la société eût fusionné avec une autre puis il se retrouva sur le pavé. Il accepta finalement un emploi qui n'avait rien à voir à sa profession d'ingénieur, pour un salaire de \$10,000 par an. Entre-temps, il avait perdu sa maison, ayant compté sur son salaire élevé pour la payer. Six mois plus tard, il perdait encore une fois son poste de \$10,000. Il avait deux enfants et sa femme s'était également employée. On pouvait déceler, en parlant avec ce chauffeur, qu'il était déprimé. Je me sentais très peiné en quittant le taxi et je

lui donnai un pourboire spécial. Je pensais au début qu'il conduisait un taxi pour occuper partiellement son temps, mais tel n'était pas le cas. Il n'y a aucun mal à être chauffeur de taxi, mais la conduite de cet homme dénotait une bonne éducation. Il n'arrivait tout simplement pas à trouver une situation du genre qu'il avait occupée auparavant et a dû devenir chauffeur de taxi.

Un autre exemple s'offre aujourd'hui à nos yeux à Toronto où le *Toronto Telegram*, l'un des trois plus importants journaux de cette ville, cesse de paraître. Plus de 1,000 personnes seront, de ce fait, en quête de travail et 10,000 autres en seront touchées. Cette décision atteindra aussi bien le petit garçon qui fait la livraison à domicile que le vendeur de journaux. Il y a aussi les chauffeurs de camions qui distribuent le journal dans tout l'Ontario. Il y a aussi les marchands de journaux, sans compter tous ceux que cette mesure atteint—ils sont peut-être au nombre de 10,000—et les services qu'elle touche. C'est un désastre. Le fait que les syndicats ou que la direction soient coupables de n'avoir pu s'entendre sur un dénominateur commun ne signifie absolument rien pour celui qui demain perdra sa situation, et j'en connais un tas. Il faut trouver un remède. On ne peut permettre à un groupe de porter préjudice à d'autres.

• (9.10 p.m.)

La situation est mauvaise, et je dirais au gouvernement que ses réformes doivent prévoir des moyens de créer des emplois—peut-être des programmes de travaux d'hiver. Il faudrait, à cet égard, consulter les premiers ministres provinciaux. Ma propre province, l'Ontario, qui est une des plus importantes, connaît le pire chômage de son histoire. Il faudrait étendre la portée du régime d'assistance publique du Canada, supprimer la taxe de vente de 12 p. 100 sur les matériaux de construction, etc. Peut-être pourrions-nous faire preuve de plus de doigté dans nos rapports avec nos partenaires commerciaux.

Le gouvernement devrait se réveiller. Au lieu de faire des discours qui ne produisent qu'irritation et ennui, le ministre des Finances (M. Benson) aurait peut-être dû étudier les perspectives de l'avenir et, il y a des mois, fixer le dollar à un niveau plus favorable au commerce. S'il avait mis ses gants de velours, il ne se retrouverait peut-être pas dans un marché flottant où nos concurrents peuvent offrir des prix avec lesquels nous ne pouvons rivaliser sur les marchés mondiaux. Nous devons maintenant concurrencer des pays où les impôts sont deux fois moindres que les nôtres.

C'est un problème sérieux, monsieur l'Orateur. Les solutions ne sont pas faciles à trouver. Toutefois, les gens sont à même d'apprécier les décisions du gouvernement et de se rendre compte que nos affaires ont été mal gérées.

**M. Len Marchand (Kamloops-Cariboo):** J'essaierai d'être bref, monsieur l'Orateur. J'espère, à ce stade-ci du débat, que nous pourrions prendre une décision au sujet de l'amendement dont nous sommes saisis de façon que le bill C-259 puisse être lu pour la deuxième fois et que nous puissions ensuite passer à l'étude article par article au plus tôt possible.

Ce bill est très vaste et compliqué. Je ne ressens toutefois pas beaucoup de sympathie pour les lamentations des députés d'en face; il en a toujours été ainsi. Je suppose qu'il suffirait d'examiner le bill actuel sur la réforme et un grand nombre d'autres mesures législatives dont est saisie cette Chambre pour se rendre compte qu'une certaine